

*PREMIERE TABLE RONDE
À QUOI SERT UNE DEFINITION DU MUSEE PAR L'ICOM ?*

Participants : Daniele Jalla (*ICOM Italie*), Arja van Veldhuizen (*ICOM Pays-Bas*) Marie-Clarté O'Neill (*CECA*), Philippe Büttner (*ICOM Suisse*), Markus Walz (*ICOM Allemagne*), Ech-Cherki Dahmali (*ICOM Maroc, ICOM Arab*)

Modératrice : Emilie Girard, *directrice scientifique et des collections du MuCem.*

Rapporteure : Céline Chanas, *présidente de la FEMS.*

Emilie Girard – Je vous prie d'excuser **Luis Raposo, président d'ICOM Europe**, retenu au dernier moment par une affaire qui apportera peut-être un éclairage à nos discussions. En effet, il a été convoqué par la commission de la culture de l'Assemblée de la République portugaise pour être entendu à la suite de la décision prise par la secrétaire d'État à la culture de prêter des collections d'un musée national, même contre l'avis formel de la directrice, pour servir de décoration dans le hall, le bar et les couloirs d'un hôtel. Je vais donner lecture du texte qu'il a préparé :

« Pourquoi l'ICOM a-t-il besoin d'établir une définition du musée ? Pour rivaliser avec des académiciens, des militants ou des philosophes contemporains ? Pour maintenir l'unité de cette communauté de professionnels vaste et extrêmement hétérogène, que composent ceux qui travaillent à l'intérieur des musées de l'aube au coucher du soleil ? Ou encore pour fournir une référence utile dans la vie pratique et peut-être en premier lieu dans les cadres institutionnels et législatifs de chaque pays ?

Vous allez en discuter. Mais s'il vous semble bien que cette définition du musée par l'ICOM a une portée professionnelle et normative, alors elle se doit de répondre aux critères suivants.

Elle doit être brève et rédigée en termes clairs. On doit certes avoir à l'esprit une certaine peur du « non-dit », d'où le recours à des formulations plus englobantes, mais parfois naïves, la recherche du *multa paucis*. Mais à vouloir trop inclure, on risque aussi d'exclure. Les meilleures définitions sont les plus simples, surtout si l'on entend les appliquer dans un large champ social.

Elle doit être axée sur ce qui constitue la singularité des musées : leurs fonctions traditionnelles restent le terrain d'entente de toutes les manières « d'être musée ». Conserver la pertinence de l'ICOM et l'adhésion des professionnels oblige à nous concentrer sur ce qui nous unit tous, non sur ce qui nous divise, sur ce qui change d'une région à l'autre, d'une « école » à une autre, d'un système politique à un autre.

Elle doit être socialement pertinente. Nous ne voulons pas que son usage soit réservé au milieu des musées. Non, nous nous adressons aussi à la société, organisée en communautés à de multiples niveaux, des ONG aux agences gouvernementales et aux organes politiques. Notre définition doit être conçue pour être facilement adoptée par une immense diversité d'acteurs possibles.

On peut d'ailleurs se demander si l'on souhaite simplement mettre à jour la définition actuelle, sans forcément considérer « les perspectives et les potentiels » à venir des musées et de la société. Aussi, afin de préparer un débat éclairé et représentatif, conduit selon un processus complètement démocratique, importe-t-il de faire circuler à l'avance toutes les réflexions et propositions émanant des organes fondamentaux de l'ICOM que sont les

comités nationaux et internationaux, et de trouver une méthode permettant leur organisation rationnelle.

Dans cette optique, il convient de faire un choix initial : voulons-nous prendre pour base la définition actuelle, comme cela a toujours été fait dans le passé, ou voulons-nous adopter une toute nouvelle définition avec une phraséologie à la mode ?

Quelle que soit l'option choisie, il faudra organiser les propositions pour en assurer l'examen et finalement procéder au vote étape par étape, selon des procédures claires et rationnelles à chaque niveau. Puissions-nous, chers collègues, contribuer à une telle rationalité, préservant ainsi l'unité interne de l'ICOM et sa pertinence pour l'ensemble de la société. »

Emilie Girard – Après vous avoir fait part du vœu de Luis Raposo, je propose à chacun de répondre brièvement à trois questions. D'abord, à qui, selon vous, doit s'adresser la définition du musée de l'ICOM ? N'est-elle qu'un repère pour les membres de l'association, une sorte de fondement utile pour définir qui peut ou ne peut pas y adhérer, ou a-t-elle vocation, plus largement, à servir de norme sur le plan légal et normatif pour l'ensemble de la profession, comme c'est déjà le cas dans certains pays ?

Marie-Clarté O'Neill – La question est essentielle, car selon que cette définition aura un usage interne ou sera tournée vers l'extérieur, on l'écrira très différemment. À usage externe, une définition courte, précise aura un impact sur le cadre administratif et les aspects financiers. Pensée comme un outil interne pour développer nos propres actions, elle pourra plus aisément aller dans le sens de la nouvelle proposition qui est, au fond, un exposé de valeurs et permet de rapprocher des notions classiques dans l'enseignement de la muséologie – inclusion, bien-être – du vocabulaire qui a cours dans les musées. On se rapproche alors d'un code de déontologie ou d'une lettre de mission.

Markus Walz – Au départ, la définition des musées servait à déterminer qui pouvait ou non adhérer à l'ICOM. La question est dépassée avec le nouvel article 3, section 2, des statuts de 2007, qui ouvre l'adhésion de façon quasi illimitée à toutes sortes d'institutions. La définition doit donc avoir un autre objet. Mais, à mes yeux, elle ne peut être une énumération encyclopédique. En Allemagne et ailleurs, d'autres organisations de musées sélectionnent leurs membres en fonction de la définition de l'ICOM. C'est donc une sorte de texte de base commun, utilisé aussi pour l'attribution de subventions et les décisions de sociétés privées concernant leurs fondations. Si ces utilisateurs extérieurs, et privés, n'adhèrent pas à la nouvelle définition proposée, le seul critère actuel et général disparaîtra.

Arja Van Veldhuizen – Comme je l'ai fait ce matin, je vous transmets les avis collectés auprès de nos membres. Certains estiment que c'est au public de savoir ce qu'il attend d'un musée, et beaucoup qu'une définition a surtout une utilité pour les autorités administratives et les sources de subventions – ils sont nombreux à attacher une importance particulière à la question du financement. Mais un certain nombre juge aussi que la définition du musée est importante pour nous-mêmes, avec des points de vue cependant quelque peu contradictoires. Pour certains, la définition est un label de qualité permettant de décider qui peut être membre de l'ICOM ; pour d'autres, en particulier ceux qui sont favorables à la nouvelle définition, il doit s'agir avant tout d'une source d'inspiration. Certains enfin s'inquiètent que cette nouvelle proposition aboutisse à l'exclusion de petites institutions ou des collections très spécifiques, ce qu'ils ne souhaitent pas.

Philippe Büttner – Élaborer une définition, à portée interne ou valable pour l'extérieur, porte à mes yeux un risque de scission. J'ai assisté à la conférence de Kyoto et l'impression que j'en ai retirée est que nous sommes en train de perdre le groupe qui est favorable à la nouvelle définition. Seules deux personnes, Juliette Raoul-Duval et Mathew Trinca, le directeur du National Museum of Australia de Canberra, ont tenté de jeter des ponts. Et aujourd'hui ne sont présents pratiquement que des adversaires de la nouvelle définition, dont je fais partie. Comment garder tous les membres de l'ICOM à bord ? La difficulté est grande et je m'en inquiète.

Que faire, alors ? Le Kunsthaus de Zurich, dont je suis l'un des responsables, possède essentiellement des collections de peinture et de sculpture occidentales du XIII^{ème} au XIX^{ème} siècles. Nous avons commencé à acheter des œuvres de pays d'autres régions du monde, comme l'Afrique du Sud, et j'ai constaté que cela nous fait mieux comprendre certaines œuvres qui figurent dans nos collections, telles les marines hollandaises du XVII^{ème} siècle : les revoir dans la perspective d'un marché aux esclaves ouvre une fenêtre. C'est sur ce genre de terrain que l'on peut retrouver les partisans de la nouvelle définition même si, à mes yeux, elle est très idéologique.

Ce qui fait défaut, sans doute, c'est la prise en compte du développement accéléré que connaît le monde des musées. La proposition de nouvelle définition va beaucoup trop loin, vers un monde où le musée est facultatif. Néanmoins, il faudrait élargir notre définition actuelle, préciser « *acquiring, conserving, researching, communicating and exhibiting* » par « *in a way that respects changes in the societies* ». Il faut, en restant fidèles aux bases de la définition actuelle de l'ICOM, faire un pas vers ces collègues qui ressentent le besoin d'un changement, tout en allant trop loin.

Emilie Girard – Ce besoin d'union, nous le ressentons tous.

Daniele Jalla – J'approuve Markus Walz et j'insiste sur le lien entre définition et code de déontologie. Dans un musée, la déontologie c'est la muséologie ; or j'ai l'impression que la définition proposée est bien plus muséographique que muséologique. Voyez la place accordée aux espaces, une réalité physique qui ne devrait pas figurer dans une définition, laquelle est par nature abstraite. Je souligne au passage qu'en Italie, nous avons lutté vingt ans pour qu'on tienne compte de la définition de l'ICOM dans une loi. Alors, vouloir la changer maintenant et introduire des espaces « polyphoniques », imaginez le bazar !

Emilie Girard – Dans l'esprit de ce que vient de proposer Philippe Büttner, une définition doit-elle évoluer avec le temps, en suivant les évolutions de la société, en adoptant le vocabulaire et la phraséologie qui sont « tendance » ? La définition de 2007 fonctionne. Faut-il vraiment tout remettre à plat ?

Marie-Clarté O'Neill – Il serait bon, avant toute chose, de faire ce qui est écrit ! Je m'occupe de médiation depuis très longtemps et je constate que les gens qui s'occupent « des publics » et dont on parle tant ont un statut minable : la majorité d'entre eux n'ont pas de contrat à durée indéterminée, sont payés au lance-pierre et ont beaucoup de mal à entrer dans certains comités nationaux faute de pouvoir justifier d'un nombre suffisant d'heures de travail dans les musées. Si l'on a de super-ambitions pour « le bien-être planétaire », si l'on accorde autant d'importance qu'on le dit aux questions sociales et aux publics, alors un problème réel se pose quant au statut administratif et financier de ceux qui couvrent ces fonctions prétendument essentielles.

Markus Walz – Les expressions définissant le musée doivent-elles suivre la mode ? Á mon avis, une définition est bonne si elle contient des termes fondamentaux valables pendant un temps très long. L'historienne de l'art Bénédicte Savoy observe que les galeries des palais princiers allemands du XVIII^{ème} siècle présentaient les caractéristiques principales incluses dans la définition actuelle du musée – une définition qui a toute chance d'être bonne si elle sert depuis deux siècles au moins et encore maintenant. Le problème n'est pas dans les mots utilisés pour définir « le bien-être planétaire » mais dans le fait que l'on aurait bien du mal à trouver à cette expression un contenu il y a cinquante ans. Quand on entreprend de définir une situation qui nous est contemporaine, on ne peut être certain que la définition choisie sera encore pertinente une décennie plus tard. Il y a dix ans, personne n'avait idée de ce que pouvait être un smartphone ; demandez maintenant à des jeunes gens de composer un numéro sur un cadran téléphonique à l'ancienne, ils n'auront aucune idée de ce dont vous parlez. Pour les musées comme pour les télécommunications, il faut une définition valable pour une très longue durée.

Arja van Veldhuizen – La plupart des membres néerlandais considèrent que la définition du musée doit être modernisée, mais les opinions varient beaucoup sur la direction que l'évolution devrait prendre. Les jeunes gens, particulièrement, considèrent la définition actuelle insatisfaisante parce que trop descriptive, poussiéreuse et vieillotte. Certains estiment qu'on pourrait la revitaliser en gardant les mots qu'elle contient mais en mentionnant aussi le rôle social du musée et l'importance du développement participatif. Dans le même temps, beaucoup de membres, aux Pays-Bas également, ont peur du changement. L'un d'entre eux observe que même si la définition en vigueur ne trouve pas à s'appliquer dans les pays qui connaissent une situation difficile, il n'est pas certain qu'une nouvelle définition règle le problème. Un autre membre considère que l'expression « au service de la société » figurant dans la définition actuelle exclut de fait l'idée de « lieux de démocratisation inclusifs et polyphoniques ». Un autre encore juge cette expression dépassée en ce qu'elle suggère une communication à sens unique entre le musée et son public ; il pense qu'une nouvelle définition devrait traduire des relations dans les deux sens. Aux Pays-Bas, les avis sont donc multiples.

Daniele Jalla – La définition du musée doit-elle évoluer ? Le problème tient à ce qu'un musée particulier appartient au genre « établissement permanent » mais n'en est pas une. Après avoir défini le musée comme une « collection ouverte au public » en 1946, l'ICOM l'a défini comme un « établissement permanent » en 1951. Et depuis 2007, comme chacun le sait ici, la définition du musée est celle qui suit : « Une institution permanente sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation ». Je commenterai brièvement les termes essentiels. Comme l'a justement indiqué le professeur Chiss, le musée est une institution mais les musées sont des instituts, des établissements ; or, passer du singulier – « institution » – au pluriel – « instituts » – est un exercice compliqué. Une institution, c'est un comportement objectivé, raison pour laquelle, quand Louis-Jean Gachet menait des enquêtes ethnographiques en Savoie dans les années 1970, que les gens lui demandaient : « D'où venez-vous ? » et qu'il répondait : « Je viens du musée », on lui disait : « J'ai des choses pour vous ». Voilà ce qu'est le musée-institution : quelque chose qui existe même si on ne le fréquente pas, une institution de la modernité. Passer d'« institut » à

« institution » était un saut intéressant mais cela suppose de reconnaître que le musée n'est ni un lieu ni une collection mais un sujet juridique, une *universitas rerum et bonorum*.

Que dire du qualificatif « permanent » sinon que la permanence est l'une des spécificités de l'institution muséale ? La formule « ouverte au public » gagnerait à être remplacée par « accessible à tous », et le mot « développement » à être complété par l'adjectif « durable ». Il serait bon, d'autre part, de supprimer la distinction actuellement faite entre « patrimoine matériel et patrimoine immatériel de l'humanité et de son environnement », terminologie archaïque, pour en venir à la formule plus simple et plus globale de « patrimoine culturel ».

S'agissant des fonctions du musée, les Français parlent de « transmettre » – c'est le futur que l'on vise – et les Anglais de « communiquer » – c'est du présent qu'il s'agit. On pourrait envisager, par une sorte de jugement de Salomon, d'inclure les deux mots dans la définition. On observe d'autre part que les musées français « acquièrent » un patrimoine – une attitude de propriétaire. Au Royaume-Uni, on préfère l'expression « *hold in trust* », qui met l'accent sur la responsabilité du musée, dans une perspective muséale où la collection est élargie au patrimoine culturel hors les murs, paysages culturels compris ; il faut y réfléchir.

Le problème principal est peut-être celui des finalités du musée. On parle actuellement « d'étude, d'éducation et de délectation ». Qui dit « étude » et « délectation » prend la personne pour sujet, mais qui parle d'« éducation » donne à penser que le sujet est le musée ; peut-on imaginer de remplacer « éducation » par « connaissance » ou « expérience » pour inverser la relation ? Je ne sais mais, au moment où l'on pense plus à la médiation qu'à l'éducation, il faut s'interroger. Enfin, dans sa définition, adoptée en 1998, l'Association des musées britanniques, utilise le mot *learning* – mais il est placé avant « délectation » ; pourquoi, au sein d'une même organisation, emploie-t-on les mots dans un ordre différent selon les langues utilisées ?

Philippe Büttner – Je ne suis pas du tout d'accord avec vous : le problème n'est pas dans les mots, mais dans les attitudes derrière les mots. Pour ma part, je suis contre les termes choisis par nos collègues dans la proposition de définition qu'ils ont faite, mais je peux comprendre certaines de leurs préoccupations. Si l'on s'en tient aux mots, on ne réparera pas la fracture qui s'est créée au sein de l'ICOM.

Ech-Cherki Dahmali, ICOM Maroc (via Skype) – Je remercie le comité permanent pour la définition du musée (MDPP) pour le travail qu'il a accompli. Nous sommes d'accord pour dire que la définition actuelle de l'institution muséale n'est pas idéale et je félicite le Conseil d'administration de l'ICOM d'avoir pris la décision de lancer un débat autour d'une nouvelle définition.

Or, le texte de la définition proposée et présentée par le MDPP a suscité plusieurs remarques qui ont plusieurs origines. D'une part, l'éventuelle utilisation de la nouvelle définition par l'ICOM comme outil de gouvernance pour accepter ou refuser les adhésions. D'autre part, l'ICOM est une organisation qui s'adresse aussi à un large public – les profanes. On trouve que les auteurs de la proposition n'ont pas beaucoup pris en considération la différence entre une définition à usage interne et une définition destinée à la société dans son ensemble. Pour être lisible et visible, le texte doit être plus court et plus clair que celui

qui a été proposé. Cette définition doit rester simple, et si on veut la compléter en détails on peut le faire dans d'autres articles du code de déontologie et dans les statuts de l'ICOM.

Autre remarque, le début du texte proposé contient des expressions vagues et très politisées que l'on aura le plus grand mal à traduire exactement dans d'autres langues, l'arabe par exemple. Par ailleurs, ces termes politiques effrayeront les futurs membres éventuels qui, au moment de présenter leur demande d'adhésion, leurs autorités de tutelle penseront que l'organisation est politisée, ce qui leur posera un problème.

Enfin, une institution muséale doit rester « permanente », il est donc primordial de conserver cette expression dans toute nouvelle définition.

Emilie Girard – Quels termes indispensables doivent être maintenus dans la définition du musée pour que l'ICOM reste unie ? Faut-il faire table rase du passé ou actualiser l'existant ? Quelle place donner à la collection et au travail scientifique dans la nouvelle définition ? Comment les comités nationaux et internationaux peuvent-ils participer à ce travail ?

Marie-Clarté O'Neill – Il y a la réalité et les mots pour la dire. On le voit dans les documents de l'ICOM : selon qu'ils sont rédigés dans l'une ou l'autre des trois langues officielles de l'organisation, les termes utilisés sont très différents et le sens dévie. Il faut donc se cramponner aux fonctions essentielles du musée et changer certains des mots pour les dire. Ainsi pourrait-on modifier le mot « étudie » qui figure dans la définition actuelle pour mieux mettre en valeur la fonction du musée comme lieu de travail sur les collections et d'approfondissement de la recherche. Pour ce qui est du « public », un très fort glissement sémantique a eu lieu ces dernières années et l'on mélange bien des choses en matière d'éducation muséale, domaine dans lequel on confond le but visé, l'action et les moyens de l'accomplir, si bien que le terme « éducation » est utilisé à mauvais escient – sans même parler du terme « médiation », qui est un moyen et non un but en soi, contrairement à l'éducation. Enfin, à l'ère des nouvelles technologies, faut-il continuer de dire que le musée « expose » ou bien qu'il « communique » ? Faut-il utiliser les deux mots conjointement ? Il convient de déterminer quelles sont les fonctions essentielles du musée, comment les hiérarchiser et avec quels mots les dire selon les langues, en ne cherchant pas une traduction parfaite mais une adaptation.

Philippe Büttner – Pourquoi, dans la proposition de nouvelle définition, le mot « éducation » a-t-il disparu ? Voilà qui rappelle la célèbre chanson *We don't need no education* des Pink Floyd. C'est ce qui transparaît dans cette définition et c'est, au fond, l'admiration de l'ignorance : les gens n'ayant pas eu l'occasion d'apprendre, on ne va quand même pas les frustrer en leur donnant une éducation, on va se mettre à leur niveau pour ne pas être impolis. Cette conception complètement différente de l'importance de l'éducation est assez dramatique.

Marie-Clarté O'Neill – Et c'est un contresens, car l'éducation ne vise pas à bourrer la tête des gens de notions et de faits, mais à élever – au sens de « faire grandir » – la société. Voilà pourquoi il ne faut surtout pas supprimer ce terme, puisque c'est ce à quoi servent les musées.

Arja van Veldhuizen – Membre du comité pour l'éducation et l'action culturelle (CECA) de l'ICOM, j'approuve ce qui vient d'être dit : il faut distinguer le bourrage de crâne de

l'éducation qui sert à faire grandir. Ayant recherché les mots utilisés par les éducateurs des pays membres j'ai constaté que le mot « éducation » a effectivement les deux significations ; or, il y a une grande différence entre « enseigner » et « faire grandir ». Aux Pays-Bas aussi, nombreux sont ceux qui attachent une connotation ancienne au terme « éducation ». L'enquête « *CECA vocabulary* » relative aux significations anciennes et nouvelles de l'éducation montre que dans une très grande majorité de pays les éducateurs préféreraient que le mot « éducation » soit entendu comme un engagement – « *involvement* » –, une communication allant dans les deux sens pour permettre aux gens de grandir.

Markus Walz – Vous soulignez par ces propos la difficulté qu'il y a à traduire en français ou en anglais le merveilleux mot allemand *Bildung*. Ce terme reflète une conception philosophique du début du XIX^{ème} siècle : aider à grandir. Il ne s'agit pas d'éduquer au sens où l'on impose une masse de connaissances mais d'aider à la formation de soi.

Arja van Veldhuizen – Il y a deux manières de résoudre le problème : choisir de nouveaux mots ou donner aux mots un nouveau sens. De nombreux éducateurs, dans les musées, sont dans une situation précaire, et si le mot « éducation » disparaît de la définition du musée, leur profession peut disparaître. Mais on ne peut bien entendu réfléchir à une nouvelle définition sur la base de la peur.

Le terme *enjoyment* a également suscité beaucoup de réactions aux Pays-Bas, en particulier de la part des institutions mémorielles ; on a suggéré de le remplacer par *involvement*, *enlightenment*, *enrichment*, que l'on peut peut-être rassembler par une autre notion, éducative, pour mentionner l'épanouissement des individus. Un autre terme a provoqué des réactions, celui de *stewardship*, pas seulement dans un contexte éducatif mais en raison d'une conscience très vive du fait que cette définition ne sera pas valable seulement pour les musées actuels mais aussi pour les générations à venir.

Certains ont aussi posé la question, que nous n'avons pas encore abordée ici : un musée devra-t-il satisfaire à toutes les exigences que comporte la nouvelle définition, en s'inscrivant dans le champ muséal global ? Concrètement, le responsable d'un musée de timbres-poste demande si son institution devra vraiment contribuer au bien-être global... Lui répondra-t-on qu'il peut s'en dispenser parce que d'autres s'en chargeront ? Dire à de petits musées exposant des collections particulières que les autres vont le faire est toujours un peu dangereux.

Pour terminer, je citerai encore deux de nos membres. L'un disait qu'en interrogeant beaucoup de gens, on obtiendra toujours beaucoup de réponses différentes. Mais on en a besoin, et c'est à la fois une faiblesse et une force. Et l'autre de constater : « Je trouve cela tellement dans le genre de l'ICOM ! »

Emilie Girard – Mais a-t-on vraiment envie de « faire tellement ICOM » ? Il faut se le demander. Markus Walz souhaitera peut-être commenter cette abondance de termes ?

Markus Walz – Ce que je propose, tout simplement, c'est de ne pas se contenter de prendre en compte le « cœur de métier » de l'ICOM, mais de s'intéresser aussi à ses franges, ses zones frontalières : si l'ICOM donne une définition du musée, celle-ci doit englober tous les musées, les grands comme les petits, et les musées spécialisés. Dans cette perspective, la moitié des termes inclus dans la nouvelle définition doivent disparaître car ils sont éliminatoires et la définition ne couvrira plus tous les musées.

Je doute vraiment qu'un artiste-commissaire, une fonction tout à fait neuve dans le monde des professionnels des musées, ait des réticences à collaborer avec des communautés variées. Il fait, avec d'autres gens, un travail qui est bien « polyphonique ».

D'autre part, que faire du terme « *acquiring* » ? Après tout, les bâtiments historiques ont leur collection, point : ils n'achètent rien. Et puis, « *researching* » est un des éléments de la définition proposée, mais « *documenting* » ne l'est pas. Pourtant, nombre de musées font bien de la documentation, sans avoir les moyens de faire de la recherche. En Allemagne, nous avons trois mille musées dans ce cas ; que veut-on en faire ?

Emilie Girard – Comment trouver ces éléments qui permettent de définir un plus petit dénominateur commun du musée dans l'ICOM ? Daniele Jalla y a peut-être réfléchi ?

Daniele Jalla – Déblayons le terrain : la nouvelle proposition n'est pas une « définition ». Considérons-là plutôt comme une base sur laquelle discuter d'un « manifeste ». Par exemple, je n'y trouve pas la notion de « paysage culturel », alors même que nous avons voté, lors de la conférence générale de Milan, que tout document de l'ICOM devait le mentionner.

Pour discuter de la définition, j'aimerais qu'on s'accorde sur une méthode. Reprenons la proposition qui nous est faite, d'accord. Mais y figurent des mots qui sont, en fait, inacceptables. Je pense à « développement » – pour être complet, ce devrait être « développement durable » : c'est là un objectif fixé par l'ONU, non une position politique.

Une possibilité est d'introduire de nouveaux éléments dans une définition ; une autre est de l'accompagner de commentaires. Ainsi la *Museums Association* britannique a publié une très courte définition assortie d'explications – par exemple sur la différence entre institut et institution. Une autre possibilité encore est de lier cette discussion à la définition d'un code d'éthique. Ce qu'il nous faut donc, c'est une sorte de jardin d'Eden, une définition-cadre assortie, en annexe, d'éléments déontologiques. En effet, quand on discute d'éducation, c'est moins d'un concept qu'il s'agit que d'une attitude, d'une vision même. Le musée est un lieu de négociation de significations, à partir de visions patrimoniales différentes.

Il me semble aussi que nous devons constituer des groupes plurilinguistiques. Les membres de l'ICOM ne pratiquent pas seulement trois langues, mais plutôt 120. On se confronterait ainsi à la diversité culturelle à partir de mots qui expriment une vision dans sa réalité locale. Voilà une œuvre qui serait passionnante, et tout aussi inclusive et coopérative.

À mes yeux, il est arrogant, voire dictatorial, de nous lâcher ainsi une définition dont nous ne savons ni d'où elle sort, ni comment. Des quelque 270 propositions de définition élaborées par les comités nationaux et internationaux de l'ICOM on ne trouve aucune trace. L'ICOM est une Babel. Profitons-en pour expérimenter – et nous les premiers, certes – ce que signifie la diversité. Ainsi, *Bildung* signifie bien autre chose que « éducation, formation, inspiration ». Il est bien des notions sur lesquelles se pencher, sans modifier la définition, mais en s'interrogeant sur ce que nous y mettons.

Marie-Clarté O'Neill – S'agissant des traductions, depuis huit ans, le CECA utilise un outil, d'une quinzaine de pages, les « *best practices* », pour accompagner ceux qui lancent des initiatives éducatives ou culturelles. Nous avons ainsi mesuré les difficultés du trilinguisme. J'ai rédigé l'essentiel en français, et les adaptations en anglais et en espagnol ont déjà rencontré bien des difficultés. Actuellement, nous disposons d'une douzaine de versions, en chinois et en arménien par exemple. Nous avons ainsi constaté que, selon la langue

d'arrivée, mieux valait partir du français, de l'anglais ou de l'espagnol. C'est dire combien les concepts initiaux doivent être clairs, car viennent ensuite les problèmes de terminologie selon les langues.

Guillaume Lecointre, professeur au Museum national d'histoire naturelle – Il y a certes de petits musées qui ne font pas de recherche, et il faut les inclure. Si la référence à l'« éducation » peut prêter à interprétation, je pense que le mot « connaissance » peut servir de socle commun. Marie-Clarté O'Neill a dit ce matin que le musée fournit des preuves accompagnées d'interprétation avertie du patrimoine. Cette formule inclut beaucoup de musées, dans leur diversité, et l'interprétation en question est « avertie » grâce à la connaissance. L'objet présenté au public reste inintelligible sans la mise en œuvre des connaissances qui lui donnent sens. Pour moi, la connaissance doit figurer dans la définition du musée. Définir c'est exclure, a dit le professeur Chiss. Pour ma part, je veux voir exclues les déviations et manipulations idéologiques, par exemple par les nativistes du Kentucky ou de Californie, qui sont autant d'offenses à un muséum comme celui dans lequel nous nous trouvons. Ce sont les connaissances qui peuvent servir de rempart contre la manipulation dans un musée ; et une démocratie ne peut exister sans un socle de connaissances commun. J'ai eu le sentiment que le terme « connaissance » apparaît peu dans les propositions des comités. Pourtant, si un musée n'est pas obligé de faire de la recherche, il mobilise un ensemble de connaissances et, sans même avoir une tâche éducative affirmée, tient sur les objets un discours de connaissance.

Burçak Madran – J'insiste sur les difficultés de traduction – les collègues travaillant en différentes langues asiatiques à Kyoto l'ont bien dit. En Turquie même, nous avons du mal avec certaines formules de la définition en anglais ou en français : parler en turc de « dialogue critique » a une connotation tout à fait négative. Il nous faut donc inventer des formulations qui, dès lors, s'éloignent de la définition initiale du musée.

Helen Bieri Thomson, ICOM Suisse – La proposition de nouvelle définition vise en particulier à remplacer le terme « exposer » par « communiquer ». A l'époque où tout le monde fait de la communication, ce serait perdre toute crédibilité, alors que nous nous fondons sur les preuves, la connaissance. Et s'il y a une chose que le musée fait encore, et plus forcément les autres, ce sont des expositions. Alors, gardons au moins le terme « exposer ».

Sergio Servellón, ICOM Belgique – On a assez peu abordé la question de savoir comment parler aux collègues qui soutiennent une autre définition et établir des ponts entre nous. C'est une question de politique interne et de méthodologie. Il y a rupture de paradigme entre les tenants des études critiques du patrimoine culturel – *critical heritage studies* – et la muséologie traditionnelle. En l'absence de vrai dialogue sur le plan universitaire, la confrontation s'est déplacée sur le plan pratique, par exemple dans le choix d'une définition du musée. C'est un mauvais champ de bataille, qui cantonne l'opposition à un plan étroitement symbolique.

Le problème, c'est qu'une vaste question de nature théorique a été gérée par une organisation dont la gouvernance est faible et où, traditionnellement, les décisions sont prises en coulisses. De grandes institutions ne s'impliquent pas ; des collègues privilégiant l'orientation critique ont tenté une sorte de coup d'Etat symbolique, mais ils ont échoué. Si les forces restent en présence, si l'on s'en tient à la même gouvernance, il n'y aura guère de moyens de jeter des ponts. Pour le faire, deux choses me semblent nécessaires. La première est d'assurer la transparence, ce qui passe par un renforcement de l'assemblée générale,

avec des comités nationaux et internationaux qui s'impliquent et par la limitation des pouvoirs des organes administratifs et des instances mondiales. En second lieu, la confrontation universitaire doit avoir lieu pour permettre de dégager des bases communes à ces deux groupes.

Emilie Girard – Comment élaborer une vision commune ? Nous y reviendrons dans la table ronde suivante. Je laisse maintenant Céline Chanas rapporter nos travaux.

Céline Chanas – J'essaierai de synthétiser les points de vue exprimés sur trois questions principales. D'abord, à quoi sert une définition des musées pour et par l'ICOM ? Après l'introduction de Luis Raposo, le consensus s'est fait entre les intervenants pour privilégier une définition simple axée sur la singularité des musées, qui dit beaucoup en peu de mots, qui rassemble et soit socialement pertinente. Ensuite, à qui est destinée cette définition ? Deux solutions se sont dégagées, exclusives l'une de l'autre et qui commandent l'orientation de la définition : une définition à l'usage interne, une autre tournée vers l'extérieur et utile par exemple dans des pays qui n'ont pas de cadre réglementaire. À l'inverse, certains pays ont réussi à faire figurer cette définition dans la loi nationale, et la modifier chamboulerait tout. Marie-Clarté O'Neill a rappelé qu'il y a là une question centrale à régler avant de poursuivre le processus. Des avis de membres dont nous a fait part Arja van Veldhuizen ressort la même impression que les destinataires de la définition sont assez nombreux et qu'il vaut la peine de s'adresser au public, aux politiques, aux financeurs et à tous les partenaires de la sphère muséale, entreprises, scénographes, communicants.

La deuxième question était plus complexe. Résumons-la ainsi : faut-il amender une définition ou tout remettre à plat ? Daniele Jalla a souligné qu'il fallait repartir en toute clarté des objectifs et des enjeux. Nous cherchons l'unité, le consensus, la cohésion, mais il ne faut pas perdre de vue la voie de la raison et le caractère opérationnel d'une définition. Sur le caractère diachronique de cette définition, couvrant le passé mais ayant une portée prospective, l'avis a plutôt été que l'on pourrait choisir comme supports d'autres types de textes, code de déontologie ou même manifeste. De même, la question de la terminologie a été abordée avec une certaine méfiance envers une « novlangue » culturelle : mieux vaut ne pas utiliser dans une telle définition un langage qui se périmé rapidement. Néanmoins, Marie-Clarté O'Neill a fait valoir que la muséologie utilise désormais un vocabulaire que la jeune génération a complètement adopté.

Au sujet du bien-fondé d'une remise à plat de la définition, il a été dit que celle en vigueur n'est pas si ancienne et que l'on n'en a pas encore tiré toutes les conséquences dans les faits, notamment en ce qui concerne le public ou la prise en compte de la notion de paysage culturel.

Que conserver de la définition actuelle de manière à bien caractériser l'institution ? Daniele Jalla nous propose quatre éléments importants. Il s'agit d'abord de l'identité muséale – « institution » ou « institut » – inscrite dans la permanence et sans but lucratif. Quant à l'objet du musée, c'est le patrimoine culturel au sens le plus large. Les autres éléments à traiter sont la fonction des musées et ses finalités.

Enfin, de la discussion ont émergé quelques mots-clés sur lesquels il serait intéressant de poursuivre, notamment en ce qui concerne la recherche, l'étude et la documentation ; l'éducation et la connaissance sont aussi ressorties comme étant des piliers de l'institution muséale.

Reste par ailleurs une difficulté linguistique, la traduction, qui appelle la vigilance.